



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/BUR/40/1  
12 septembre 1985  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarantième session  
BUREAU

ORGANISATION DE LA QUARANTIEME SESSION ORDINAIRE DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET  
REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

Mémoire du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 3	2
II. ORGANISATION DE LA SESSION .....	4 - 28	2
III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR .....	29 - 33	9
IV. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR ..	34 - 47	29

## I. INTRODUCTION

1. Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre au Bureau, pour examen, les observations et propositions suivantes concernant le rapport que le Bureau doit présenter à l'Assemblée générale au sujet de l'organisation de la quarantième session ordinaire, de l'adoption de l'ordre du jour et de la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour.
2. Par sa décision 34/401 (A/520/Rev.15, annexe VI), l'Assemblée générale a adopté un certain nombre de dispositions visant à rationaliser ses procédures et l'organisation de ses travaux. Etant donné qu'un grand nombre de ces dispositions - par exemple celles relatives à la durée des explications de vote (par. 6), au droit de réponse (par. 8 à 10) et à la procédure de vote à l'occasion d'élections (par. 16) - ont déjà été appliquées de la trente-quatrième à la trente-neuvième session, il n'en est plus fait mention dans le présent document. En revanche, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée sur les dispositions qui n'ont pas encore été appliquées ou qui ne l'ont été que partiellement; le texte de ces dispositions est reproduit ci-après.
3. Le Bureau voudra peut-être, par ailleurs, appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les conclusions du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation relatives à la rationalisation des procédures de l'Assemblée générale, qui figurent en annexe à la résolution 39/88 B (A/520/Rev.15, annexe VII).

## II. ORGANISATION DE LA SESSION

### A. Bureau

4. Le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur :
  - a) Les paragraphes 1 et 2 de la décision 34/401 de l'Assemblée générale (ibid., annexe VI), qui sont libellés comme suit :
    - "1. Le Bureau doit, au début de chaque session, examiner la manière de rationaliser au mieux les travaux de la session.
    2. Le Bureau doit en outre se réunir périodiquement pendant toute la durée de la session pour examiner les progrès des travaux et présenter à l'Assemblée générale des recommandations relatives au programme général de la session et aux mesures visant à améliorer ses travaux."
  - b) Le paragraphe 4 de l'annexe à la résolution 39/88 B de l'Assemblée générale (ibid., annexe VII), qui est libellé comme suit :
    - "4. Le Bureau devrait jouer plus pleinement le rôle qui lui est assigné conformément à l'article 42 du règlement intérieur et aux paragraphes 1 et 2 de la décision 34/401 de l'Assemblée générale, en examinant périodiquement les travaux de l'Assemblée et en faisant les recommandations nécessaires."

B. Célébration du quarantième anniversaire  
de l'Organisation des Nations Unies

5. Le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur la résolution 39/161 A de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1984, relative à la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier sur le paragraphe 4 qui est libellé comme suit :

"4. Décide qu'une session commémorative de l'Assemblée générale se tiendra pendant une brève période qui se terminera le 24 octobre 1985 et qui coïncidera avec la proclamation de l'Année internationale de la paix;"

ainsi que sur le dispositif de la résolution 39/161 B, qui est libellé comme suit :

"Décide que les manifestations commémorant le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies devraient refléter de manière appropriée la célébration du vingt-cinquième anniversaire, en 1985 également, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en vue de renforcer la volonté de la communauté internationale de parachever la décolonisation."

A ce sujet, le Secrétaire général souhaite également appeler l'attention du Bureau sur la décision 39/420 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1984, par laquelle l'Assemblée a adopté, entre autres, une recommandation visant à organiser une réunion commémorative pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration, étant entendu que les modalités et procédures précises de la célébration feraient l'objet de consultations entre le Président de l'Assemblée et le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (voir par. 37).

6. Le Bureau pourrait recommander à l'Assemblée générale d'examiner en même temps que le premier rapport du Bureau les aspects du rapport du Comité préparatoire du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait à l'organisation de la session. A ce sujet, le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur deux recommandations du Comité préparatoire :

a) Par une décision adoptée le 10 juillet 1985, le Comité préparatoire a notamment décidé de recommander qu'au cours des séances commémoratives qui auraient lieu entre le 14 et le 24 octobre 1985, les chefs d'Etat ou de gouvernement se tiennent dans la salle de l'Assemblée générale et soient escortés à la tribune et que, suivant la pratique déjà approuvée par l'Assemblée, les délégations s'abstiennent de présenter leurs félicitations dans la salle de l'Assemblée générale à la fin d'un discours; à cette fin, il faudrait informer les chefs d'Etat ou de gouvernement de ces dispositions et prier le Président de la quarantième session de l'Assemblée générale d'appeler sur celles-ci l'attention des représentants [voir A/40/49, par. 27 e)];

b) Par une décision du 27 août 1985, le Comité préparatoire a également décidé de recommander d'informer les délégations qu'au maximum 21 orateurs par jour pourraient prendre la parole les 21, 22 et 23 octobre, à condition que la durée des déclarations ne dépasse pas 15 minutes. Si les déclarations étaient plus longues ou si l'on devait entendre des orateurs supplémentaires, il faudrait prolonger les séances de l'après-midi ou tenir des séances de nuit [voir ibid., par. 27 f)].

### C. Horaires des séances

7. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 3 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.15, annexe VI), libellé comme suit :

"3. Tant les séances plénières que les séances des commissions doivent commencer à 10 h 30 et à 15 heures et, afin d'accélérer les travaux de l'Assemblée générale, toutes les séances doivent être ouvertes promptement à l'heure prévue."

8. Le Bureau souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée générale que, comme décidé aux deux dernières sessions, les séances plénières du matin commencent à 10 heures au lieu de 10 h 30 pendant la durée du débat général.

9. Le Bureau pourrait également recommander à l'Assemblée générale que lors de la session commémorative tenue à l'occasion du quarantième anniversaire, entre le 14 et le 24 octobre, les séances plénières du matin commencent à 10 heures au lieu de 10 h 30.

10. Par ailleurs, le Bureau souhaitera peut-être recommander que l'on rappelle aux délégations l'importance de la ponctualité en vue d'assurer une organisation des travaux qui soit véritablement efficace et de permettre à l'Organisation de faire des économies.

### D. Débat général

11. Compte tenu du nombre des délégations déjà inscrites sur la liste des orateurs, le Secrétaire général suggère que le débat général commence le lundi 23 septembre et s'achève le vendredi 11 octobre 1985.

12. Conformément à la pratique établie, le Secrétaire général suggère également que la liste des orateurs pour le débat général soit close le mercredi 25 septembre à 18 heures.

13. Le Bureau pourrait également appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la décision prise par l'Assemblée à la 3ème séance plénière de sa trente-neuvième session, le vendredi 21 septembre 1984, dans le but d'interdire la pratique consistant à présenter des félicitations dans la salle de l'Assemblée générale à la fin d'un discours (voir A/39/PV.3).

#### E. Explications de vote

14. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 7 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.15, annexe VI), libellé comme suit :

"7. Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission."

#### F. Date de clôture de la session

15. Conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement intérieur et compte tenu de la recommandation du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale tendant à ce que l'Assemblée se réunisse pendant une période de 13 semaines (A/520/Rev.15, annexe V, par. 4), le Secrétaire général propose de fixer au mardi 17 décembre 1985 la date de clôture de la quarantième session.

#### G. Comptes rendus des séances des grandes commissions

16. Le Secrétaire général tient à appeler l'attention du Bureau sur le fait qu'en vertu de l'article 58 du règlement intérieur, le Secrétariat établit des comptes rendus in extenso des séances de la Première Commission. Cet article dispose, en outre, qu'aucun organe de l'Assemblée générale ne peut faire établir à la fois des comptes rendus in extenso et des comptes rendus analytiques. Comme précédemment, le Bureau souhaitera donc peut-être recommander que les comptes rendus in extenso constituent les comptes rendus officiels de la Première Commission et que les comptes rendus analytiques demeurent les comptes rendus officiels des autres grandes commissions. Conformément à la recommandation du Comité spécial [*ibid.*, par. 108 b)], le Bureau souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée générale de laisser à la Commission politique spéciale, pendant la quarantième session, la faculté, qui lui est donnée traditionnellement, de faire établir, à sa demande expresse, des transcriptions des débats de certaines de ses séances ou de parties desdites séances. En outre, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'alinéa e) du paragraphe 10 de sa résolution 2538 (XXIV), en date du 11 décembre 1969, qui est ainsi conçu :

"e) Les discours ou déclarations prononcés par les représentants, par le Secrétaire général ou son représentant, ou par des personnes présentant des rapports au nom de comités ou autres organes ne pourront être reproduits in extenso dans les comptes rendus ou comme documents officiels que s'ils servent de base de discussion, pourvu que la décision pertinente ait été prise par l'organe intéressé après qu'un état des incidences financières de la décision lui aura été soumis conformément à l'article 13.1 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies."

A ce propos, le Bureau voudra peut-être aussi recommander à l'Assemblée générale que la pratique consistant à ne pas reproduire in extenso les déclarations faites au sein d'une grande commission soit maintenue par la quarantième session.

/...

#### H. Disposition des places

17. Conformément à la pratique établie, le Secrétaire général a fait procéder par tirage au sort à la désignation du Membre qui occupera la première place dans la salle de l'Assemblée, les autres Membres devant occuper les places suivantes dans l'ordre alphabétique. Le sort a désigné la Grèce. C'est donc la délégation de ce pays qui occupera la première place à droite du Président, et les autres délégations suivront dans l'ordre alphabétique anglais. La même disposition sera observée dans le cas des grandes commissions.

#### I. Election des présidents des grandes commissions

18. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 18 et 19 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.15, annexe VI), ainsi libellés :

"18. Avant la fin d'une session de l'Assemblée générale, les groupes régionaux doivent convenir de la répartition entre eux des postes de président pour la session suivante.

19. Les candidats aux postes de président des grandes commissions doivent être désignés dès que possible."

#### J. Déclarations de clôture

19. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 17 de sa décision 34/401 (ibid.), ainsi libellé :

"17. Pour gagner du temps en fin de session, l'Assemblée générale et ses grandes commissions doivent abandonner la pratique des déclarations de clôture, à l'exception de celles des présidents."

#### K. Questions se rapportant au budget-programme

20. Le Secrétaire général tient à appeler l'attention du Bureau sur l'article 153 du règlement intérieur qui est conçu comme suit :

"Aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une révision des dépenses établie par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne vote aucune résolution dont le Secrétaire général prévoit qu'elle entraînera des dépenses tant que la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) n'a pas eu la possibilité d'indiquer les incidences de la proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation."

A cet égard, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 12 de sa décision 34/401 (ibid.), ainsi libellé :

"12. Il est essentiel que les grandes commissions prévoient des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission, et qu'elles tiennent compte de cette nécessité lorsqu'elles adoptent leur programme de travail."

Le Bureau pourrait aussi appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'article 4.9 du Règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (résolution 37/234, annexe); cet article est ainsi conçu :

"Article 4.9. Aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre de décision qui implique une modification du budget-programme approuvé par l'Assemblée générale ou qui peut entraîner des dépenses s'il n'a pas été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences que la décision envisagée peut avoir sur le budget-programme et n'en a pas tenu compte."

21. Le Bureau souhaitera peut-être également rappeler le paragraphe 13 de la décision 34/401 (A/520/Rev.15, annexe VI), qui est ainsi conçu :

"13. En outre :

a) Une date limite obligatoire - le 1er décembre au plus tard - doit être fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences financières;

b) La Cinquième Commission doit, comme pratique générale, envisager d'accepter sans débat les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les incidences financières des projets de résolution, jusqu'à concurrence d'un montant limite prescrit, à savoir 25 000 dollars pour un point donné;

c) Des délais fermes doivent être fixés pour que les rapports des organes subsidiaires qui doivent être examinés par la Cinquième Commission soient présentés au plus tôt;

d) Un minimum de 48 heures doit être prévu entre la présentation d'une proposition impliquant des dépenses et le vote sur cette proposition, afin de permettre au Secrétaire général d'établir et de présenter l'état des incidences administratives et financières s'y rapportant."

#### L. Documentation

22. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 28 de sa décision 34/401 (ibid.), ainsi conçu :

"28. L'Assemblée générale et ses grandes commissions doivent se borner à prendre acte des rapports du Secrétaire général ou des organes subsidiaires qui n'appellent pas de décision de la part de l'Assemblée, sans tenir de débat ni adopter de résolution, à moins que le Secrétaire général ou l'organe intéressé ne le demande expressément."

/...

23. Le Secrétaire général se doit de souligner une fois de plus que l'augmentation du volume de la documentation constitue l'un des problèmes les plus critiques auxquels les Etats Membres et le Secrétariat doivent faire face. A cet égard, le Bureau voudra peut-être recommander que l'Assemblée générale prie instamment tous les Etats Membres et tous les organes subsidiaires de faire preuve de la plus grande modération lorsqu'ils demandent que des textes soient distribués comme documents officiels de l'Assemblée.

#### M. Résolutions

24. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 32 de sa décision 34/401 (ibid.), qui est ainsi conçu :

"32. Chaque fois que cela sera possible, les résolutions demandant qu'une question soit examinée à une session ultérieure ne doivent pas donner lieu à l'inscription d'un nouveau point distinct à l'ordre du jour et l'examen de la question doit se dérouler dans le cadre du point au titre duquel la résolution a été adoptée."

#### N. Conférences spéciales

25. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la recommandation 6 du Comité des conférences, que l'Assemblée a adoptée au paragraphe b) de sa décision 34/405 et qui est ainsi conçue :

"b) Le Comité, eu égard aux difficultés que rencontrent le Secrétariat, d'une part, pour préparer convenablement les réunions, notamment pour distribuer la documentation en temps voulu, et les Etats Membres, d'autre part, pour participer pleinement aux réunions, recommande à l'Assemblée générale de donner pour instructions aux grandes commissions de revoir le nombre de conférences spéciales de l'ONU déjà proposées et prévues dans leurs domaines d'activité respectifs avant de décider de réunir des conférences spéciales nouvelles et supplémentaires, tenant compte ainsi des passages pertinents de la résolution 33/55 de l'Assemblée générale."

#### O. Réunions d'organes subsidiaires

26. Conformément au paragraphe 34 de la décision 34/401 (ibid.), de l'Assemblée générale, aucun organe subsidiaire de l'Assemblée générale ne doit être autorisé à se réunir au Siège de l'Organisation pendant une session ordinaire de l'Assemblée, si ce n'est avec l'assentiment exprès de celle-ci. A ce sujet, le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur une lettre datée du 12 septembre 1985 (A/40/632) dans laquelle le Président du Comité des conférences a informé le Président de l'Assemblée générale que, eu égard à des circonstances spéciales, le Comité avait recommandé que les organes subsidiaires ci-après soient autorisés à se réunir pendant la quarantième session :

a) Comité spécial de l'océan Indien;

b) Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe;

- c) Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud;
- d) Comité des relations avec le pays hôte;
- e) Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
- f) Comité spécial contre l'apartheid;
- g) Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

Le Secrétaire général souhaite en outre appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 3 de la résolution 39/161 A dans lequel l'Assemblée a, entre autres, décidé que le Comité préparatoire du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies continuerait à fonctionner jusqu'à la célébration de l'anniversaire.

P. Droit de fumer dans les salles de conférences

27. Le Bureau souhaitera peut-être rappeler que, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale à sa trente-huitième session (A/38/PV.3, p. 51) :

a) Il est interdit de fumer dans les petites salles de conférences (telles que les salles 5 à 10 et A à E);

b) Les participants sont invités à ne pas fumer dans les grandes salles de conférences (telles que les salles 1 à 4).

Q. Rationalisation des travaux

28. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les principales conclusions de la Réunion des présidents de l'Assemblée générale tenue à New York du 6 au 10 juin 1985, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Les conclusions ayant trait à l'Organisation des travaux de l'Assemblée figurent aux paragraphes 14 à 20 ainsi qu'à l'appendice du document publié le 18 juin 1985 sous la cote A/40/377 (voir plus loin, par. 46).

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

29. Toutes les propositions concernant l'inscription de questions à l'ordre du jour de la quarantième session ont été communiquées aux Etats Membres dans les documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire de la quarantième session (A/40/150);
- b) Liste supplémentaire de questions (A/40/200);
- c) Questions additionnelles (A/40/241, A/40/242).

Les questions proposées pour inscription sont énumérées dans le projet d'ordre du jour, qui figure au paragraphe 33 ci-après.

/...

30. Vu la transformation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée et l'élection, le 12 août 1985, des 53 membres du Conseil du développement industriel, le Secrétaire général recommande la suppression du point 16 a) de l'ordre du jour provisoire (Election de quinze membres du Conseil du développement industriel).

31. L'Australie s'étant retirée du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/40/92), le Secrétaire général recommande l'inscription à l'ordre du jour provisoire du point 17 1) (Nomination d'un membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux).

32. Etant donné le grand nombre de questions inscrites au projet d'ordre du jour et le temps plus limité dont on disposera pour les examiner en raison de la commémoration du quarantième anniversaire, le Secrétaire général souhaite rappeler que le Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale a recommandé aux Etats Membres d'examiner l'ordre du jour en vue d'éliminer les questions qui avaient perdu leur caractère d'urgence ou d'actualité, qui n'étaient pas prêtes à être discutées, ou qui pouvaient être traitées et même résolues tout aussi bien par des organes subsidiaires de l'Assemblée générale, et de renvoyer certaines questions à d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ou à des institutions spécialisées, selon la nature de la question (A/520/Rev.15, annexe V, par. 19 et 22; voir également, ibid., annexe VII, par. 1 et 2). A cet égard, le Bureau pourrait envisager :

- a) De regrouper des questions connexes sous un énoncé unique;
- b) D'échelonner l'examen d'un nombre plus important de questions sur deux années ou plus.

33. Sous réserve des recommandations que le Bureau pourra faire en ce qui concerne les paragraphes 30 et 31 ci-dessus, les questions suivantes seraient inscrites au projet d'ordre du jour de la quarantième session 1/ :

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation zambienne (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2).

---

1/ Abréviations utilisées dans le présent document :

- (P. ) : question inscrite à l'ordre du jour provisoire (A/40/150);  
(S. ) : question figurant sur la liste supplémentaire (A/40/200);  
(A. ) : question additionnelle (A/40/241, A/40/242).

/...

3. Pouvoirs des représentants à la quarantième session de l'Assemblée générale (P.3) :
  - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale (P.4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (P.5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (P.6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (P.8).
9. Débat général (P.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
12. Rapport du Conseil économique et social (P.12) :
  - a) Rapport du Conseil;
  - b) Rapports du Secrétaire général;
  - c) Rapports du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.14).
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (P.15) :
  - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
  - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
  - c) Election à un siège devenu inopinément vacant à la Cour internationale de Justice (A.2).
16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections (P.16) :

- a) Election de quinze membres du Conseil du développement industriel 2/;
  - b) Election de dix-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - c) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
  - d) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
  - e) Election des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
  - f) Election de dix-neuf membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international;
  - g) Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.17) :
- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
  - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
  - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
  - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
  - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale;
  - g) Nomination de membres et de membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies;
  - h) Nomination des membres du Comité consultatif du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme;
  - i) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
  - j) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie;

---

2/ Voir par. 30.

- k) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 3/;
  - l) Nomination d'un membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 4/.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.18) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (P.19).
20. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine : rapport du Secrétaire général (P.20).
21. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix (P.21) 3/.
22. La situation au Kampuchea : rapport du Secrétaire général (P.22).
23. Question des îles Falkland (Malvinas) : rapport du Secrétaire général (P.23).
24. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique : rapport du Secrétaire général (P.24).
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (P.25).
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général (P.26).
27. Année internationale de la paix : rapport du Secrétaire général (P.27).
28. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.28).

---

3/ L'inscription de ce point à l'ordre du jour de la quarantième session est subordonnée à toute décision que l'Assemblée générale pourrait prendre à la dernière séance de sa trente-neuvième session qui se tiendra le 16 septembre 1985.

4/ Voir par. 31.

29. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires et iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.29).
30. Situation économique critique en Afrique : rapport du Secrétaire général (P.30).
31. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique : rapport du Secrétaire général (P.31).
32. Question de l'île comorienne de Mayotte : rapport du Secrétaire général (P.32).
33. Question de Palestine (P.33) :
  - a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
34. Question de Namibie (P.34) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
  - c) Rapports du Secrétaire général.
35. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (P.35) :
  - a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
  - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports;
  - c) Rapport du Secrétaire général.
36. Droit de la mer : rapport du Secrétaire général (P.36).
37. Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (P.37).
38. La situation au Moyen-Orient : rapports du Secrétaire général (P.38).

/...

39. Célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité préparatoire du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (P.39).
40. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (P.40).
41. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (P.41) 3/.
42. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (P.42).
43. Célébration du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique (P.43) 3/.
44. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (P.44) 3/.
45. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (P.45) 3/.
46. Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq (P.46) 3/.
47. Célébration du cent cinquantième anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'Empire britannique (P.47) 3/.
48. Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde (P.48).
49. Application de la résolution 39/51 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) (P.49).
50. Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.50).
51. Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.51).
52. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient : rapport du Secrétaire général (P.52).
53. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud : rapport du Secrétaire général (P.53).
54. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : rapport du Secrétaire général (P.54).

55. Conclusion d'une convention internationale sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.55).
56. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.56).
57. Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique : rapport de la Conférence du désarmement (P.57).
58. Application de la résolution 39/60 de l'Assemblée générale relative à la cessation immédiate et à l'interdiction des essais d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.58).
59. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (P.59) :
  - a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
60. Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes : rapport de la Conférence du désarmement (P.60).
61. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (P.61) :
  - a) Campagne mondiale pour le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - b) Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - c) Application de la résolution 39/63 C de l'Assemblée générale relative au gel des armements nucléaires;
  - d) Examen des principes directeurs pour l'élaboration de mesures propres à accroître la confiance;
  - e) Gel des armements nucléaires;
  - f) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement;
  - g) Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
  - h) Désarmement et sécurité internationale : rapport du Secrétaire général.

62. Réduction des budgets militaires (P.62) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
63. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : rapport de la Conférence du désarmement (P.63).
64. Armement nucléaire israélien : rapport de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement (P.64).
65. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (P.65) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
  - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - d) Conseil consultatif pour les études sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - e) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;
  - f) Non-utilisation des armes nucléaires et prévention d'une guerre nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;
  - g) Interdiction de l'arme nucléaire à neutrons : rapport de la Conférence du désarmement;
  - h) Prévention d'une guerre nucléaire :
    - i) Rapport de la Conférence du désarmement;
    - ii) Rapport du Secrétaire général;
  - i) Négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires;
  - j) Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Directeur de l'Institut;
  - k) Programme global de désarmement : rapport de la Conférence du désarmement;
  - l) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;

- m) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire :
    - i) Rapport de la Commission du désarmement;
    - ii) Rapport de la Conférence du désarmement;
  - n) Examen et évaluation de l'application de la Déclaration faisant des années 80 la deuxième Décennie du désarmement : rapport de la Commission du désarmement.
66. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (P.66).
67. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement (P.67).
68. Désarmement général et complet (P.68) :
- a) Nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol : rapport de la Conférence du désarmement;
  - b) Etude sur la course aux armements navals : rapport du Secrétaire général;
  - c) Etude des conceptions de sécurité : rapport du Secrétaire général;
  - d) Etude de la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects : rapport du Secrétaire général;
  - e) Etude du désarmement en ce qui concerne les armes classiques : rapport du Secrétaire général;
  - f) Recherche-développement à des fins militaires : rapport du Secrétaire général;
  - g) Examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement : rapport de la Commission de désarmement;
  - h) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armements : rapport de la Conférence du désarmement;
  - i) Limitation de la course aux armements navals : limitation et réduction des armements navals, application aux mers et aux océans de mesures propres à accroître la confiance : rapport de la Commission du désarmement;
  - j) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques : rapport de la Conférence du désarmement.

69. Relation entre le désarmement et le développement (P.69) :
- a) Réaffectation et conversion des ressources de fins militaires à des fins civiles grâce à des mesures de désarmement;
  - b) Relation entre le désarmement et le développement : rapport du Secrétaire général;
  - c) Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement : rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.
70. Question de l'Antarctique (P.70).
71. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (P.71).
72. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (P.72) :
- a) Rapport du Conseil de sécurité;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
73. Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales : rapport du Comité spécial de l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies (P.73).
74. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (P.74).
75. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés : rapports du Secrétaire général (P.75).
76. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.76) :
- a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
  - b) Application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Secrétaire général.
77. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (P.77).

78. Questions relatives à l'information (P.78) :
- a) Rapport du Comité de l'information;
  - b) Rapport du Secrétaire général;
  - c) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
79. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.79) :
- a) Rapport du Commissaire général;
  - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
  - d) Rapports du Secrétaire général.
80. Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés : rapport du Secrétaire général (P.80).
81. Décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte : rapport du Secrétaire général (P.81).
82. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (P.82).
83. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (P.83).
84. Développement et coopération économique internationale (P.84) 5/ :
- a) Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport du Comité chargé d'examiner et d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;

---

5/ Au titre de ce point, l'Assemblée générale sera également saisie des documents suivants :

- i) Rapport du Secrétaire général établi conformément à la résolution 39/218 de l'Assemblée générale;
- ii) Rapport du Conseil du développement industriel;
- iii) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation.

/...

- b) Examen de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats : rapport du Comité spécial chargé d'examiner l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats;
- c) Commerce et développement :
  - i) Rapport du Conseil du commerce et du développement;
  - ii) Rapports du Secrétaire général;
  - iii) Rapports du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
- d) Science et technique au service du développement : rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement;
- e) Coopération économique et technique entre pays en développement :
  - i) Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement;
  - ii) Rapports du Secrétaire général;
- f) Environnement :
  - i) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - ii) Rapport du Secrétaire général;
- g) Etablissements humains :
  - i) Rapport de la Commission des établissements humains;
  - ii) Rapports du Secrétaire général;
- h) Année internationale du logement des sans-abri : rapport du Secrétaire général;
- i) Participation effective et intégration des femmes au développement : rapport du Secrétaire général;
- j) Application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés : rapport du Secrétaire général;
- k) Nouvel ordre humain international : aspects moraux du développement : rapport du Secrétaire général;

/...

- l) Tendances à long terme du développement économique : rapport du Secrétaire général;
  - m) Mesures immédiates en faveur des pays en développement : rapport du Secrétaire général;
  - n) Sources d'énergie nouvelles et renouvelables : rapport du Secrétaire général;
  - o) Mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement : rapport du Secrétaire général.
85. Activités opérationnelles pour le développement (P.85) :
- a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
  - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
  - d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
  - e) Activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies : rapports du Secrétaire général;
  - f) Liquidation du Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération d'urgence des Nations Unies et allocation du solde restant : rapport du Secrétaire général.
86. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Secrétaire général (P.86).
87. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe : programmes spéciaux d'assistance économique : rapports du Secrétaire général (P.87).
88. Application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapports du Secrétaire général (P.88).
89. Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix : rapport du Secrétaire général (P.89).
90. La situation sociale dans le monde (P.90) :
- a) Situation sociale dans le monde : rapports du Secrétaire général;
  - b) Participation populaire sous ses diverses formes, facteur important de développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme : rapport du Secrétaire général.

91. Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : rapports du Secrétaire général (P.91).
92. Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (P.92) :
  - a) Application du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général;
  - b) Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix;
  - c) Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapports du Secrétaire général;
  - d) Prévention de la prostitution.
93. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (P.93).
94. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (P.94) :
  - a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
  - b) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général;
  - c) Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général.
95. Politique et programmes relatifs à la jeunesse : rapport du Secrétaire général (P.95).
96. Question du vieillissement : rapport du Secrétaire général (P.96).
97. Application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées : rapport du Secrétaire général (P.97).
98. Prévention du crime et justice pénale (P.98) :
  - a) Rapport du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;
  - b) Application des recommandations du sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants : rapport du Secrétaire général;

/...

- c) Application des conclusions du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants : rapport du Secrétaire général.
99. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme : rapport du Secrétaire général (P.99).
100. Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (P.100) :
- a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;
  - b) Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapport du Secrétaire général.
101. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse : rapport du Secrétaire général (P.101).
102. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique (P.102).
103. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (P.103).
104. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (P.104) :
- a) Rapport du Comité des droits de l'homme;
  - b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général;
  - c) Obligation de présenter des rapports qui incombe aux Etats parties aux Conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme : rapport du Secrétaire général.
105. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (P.105) :
- a) Rapport du Haut Commissaire;
  - b) Assistance aux réfugiés en Afrique : rapport du Secrétaire général.
106. Campagne internationale contre le trafic des drogues : rapports du Secrétaire général (P.106).
107. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales : rapports du Secrétaire général (P.107).
108. Nouvel ordre humanitaire international : rapport du Secrétaire général (P.108).

/...

109. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (P.109) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
110. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.110).
111. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (P.111) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
112. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (P.112).
113. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (P.113).
114. Question du Timor oriental (P.114) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
115. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (P.115) :
- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;

- d) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
  - e) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
  - f) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
  - g) Fonds des Nations Unies pour le développement industriel.
116. Budget-programme de l'exercice biennal 1984-1985 (P.116).
117. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987 (P.117).
118. Planification des programmes (P.118) :
- a) Rapport du Comité du programme et de la coordination;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
119. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (P.119) :
- a) Rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
120. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.120) :
- a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Incidence de l'inflation et de l'instabilité monétaire sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
  - c) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général.
121. Corps commun d'inspection (P.121) :
- a) Rapports du Corps commun d'inspection;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
122. Plan des conférences : rapport du Comité des conférences (P.122).
123. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (P.123).

124. Questions relatives au personnel (P.124) :
- a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
  - b) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés : rapport du Secrétaire général;
  - c) Autres questions relatives au personnel : rapports du Secrétaire général.
125. Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale (P.125).
126. Régime des pensions des Nations Unies : rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (P.126).
127. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (P.127) :
- a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant : rapport du Secrétaire général;
  - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport du Secrétaire général;
  - c) Réexamen des taux applicables aux sommes à rembourser aux gouvernements des Etats qui fournissent des contingents : rapport du Secrétaire général.
128. Examen du projet d'articles sur les clauses de la nation la plus favorisée : rapport du Secrétaire général (P.128).
129. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (P.129).
130. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Secrétaire général (P.130).
131. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général (P.131).
132. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats : rapport du Secrétaire général (P.132).

/...

133. Règlement pacifique des différends entre Etats (P.133).
134. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général (P.134).
135. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (P.135).
136. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-huitième session (P.136).
137. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires : rapport du Secrétaire général (P.137).
138. Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (P.138).
139. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-septième session (P.139).
140. Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (P.140).
141. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (P.141).
142. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (P.142).
143. Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (P.143).
144. Projet de règlement intérieur type pour les conférences de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.144).
145. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (S.1).
146. Coopération internationale pour l'exploitation pacifique de l'espace extra-atmosphérique dans des conditions de non-militarisation (S.2).
147. Appel solennel aux Etats en conflit à cesser sans délai les actions armées et à résoudre leurs différends par la voie des négociations et aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à s'engager à régler les situations de tension et de conflit et les différends existants par la voie politique, et à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, et de toute intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats (A.1).

/...

IV. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

34. La répartition des questions qui est indiquée au paragraphe 47 ci-après s'inspire du plan adopté les années précédentes par l'Assemblée générale. Toutefois, le Secrétaire général est persuadé que les délégations voudront répartir ces questions de telle sorte que l'efficacité des travaux de l'Assemblée générale et les résultats obtenus s'en trouvent renforcés. A cet égard, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 4 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.15, annexe VI), qui se lit comme suit :

"4. Les questions de fond doivent, en règle générale, être examinées d'abord par une grande commission et, par conséquent, les questions réservées auparavant aux séances plénières doivent désormais être renvoyées à une grande commission, à moins que les circonstances n'exigent qu'elles continuent à être examinées en séance plénière."

35. Les points suivants du projet d'ordre du jour n'ont pas été examinés antérieurement par l'Assemblée générale :

146. Coopération internationale pour l'exploitation pacifique de l'espace extra-atmosphérique dans des conditions de non-militarisation (S.2).

147. Appel solennel aux Etats en conflit à cesser sans délai les actions armées et à résoudre leurs différends par la voie des négociations, et aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à s'engager à régler les situations de tension et de conflit et les différends existants par la voie politique, et à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, et de toute intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats (A.1).

L'auteur de la demande d'inscription du point 147 à l'ordre du jour a suggéré que cette question soit examinée en séances plénières.

36. En ce qui concerne le point 12 du projet d'ordre du jour (Rapport du Conseil économique et social), le Secrétaire général propose, comme les années précédentes, de répartir les différents chapitres du rapport entre les grandes commissions en fonction de la compétence de chacune d'elles ou bien de les examiner en séances plénières, étant entendu que les aspects administratifs et budgétaires devraient être examinés par la Cinquième Commission. Compte tenu de cette considération, le Secrétaire général recommande que les différents chapitres du rapport se répartissent comme suit 6/ :

---

6/ A/40/3; à paraître ultérieurement en tant que Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session (A/40/3).

Chapitre I .....	Séances plénières, Deuxième, Troisième, Quatrième, Cinquième et Sixième Commissions
Chapitre II .....	Séances plénières, Deuxième et Troisième Commissions
Chapitre III	
Sections A à D .....	Troisième Commission
Section E .....	Deuxième Commission
Section F .....	Séances plénières, Deuxième et Troisième Commissions
Section G .....	Deuxième Commission
Section H .....	Séances plénières
Section I .....	Troisième Commission
Sections J et K .....	Deuxième Commission
Chapitre IV	
Section A .....	Deuxième et Troisième Commissions
Sections B et C .....	Deuxième Commission
Section D .....	Deuxième et Cinquième Commissions
Sections E et F .....	Deuxième Commission
Section G .....	Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions
Sections H et I .....	Deuxième Commission
Section J .....	Deuxième et Cinquième Commissions
Sections K à O .....	Deuxième Commission
Chapitre V	
Section A .....	Troisième et Cinquième Commissions
Sections B et C .....	Troisième Commission

/...

Chapitre VI

Section A .....	Deuxième et Troisième Commissions
Section B .....	Deuxième Commission
Sections C et D .....	Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions
Section E .....	Séances plénières, Deuxième et Quatrième Commissions
Section F .....	Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions

Chapitre VII .....	Troisième et Cinquième Commissions
--------------------	------------------------------------

Chapitre VIII .....	Séances plénières, Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions
---------------------	---

Chapitre IX

Sections A et B .....	Séances plénières, Deuxième et Troisième Commissions
Section C .....	Troisième Commission
Section D .....	Deuxième Commission
Sections E et F .....	Troisième Commission
Sections G à I .....	Deuxième Commission
Section J .....	Deuxième et Cinquième Commissions
Section K .....	Deuxième Commission
Section L .....	Cinquième Commission

37. En ce qui concerne le point 18 du projet d'ordre du jour (Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux), le Bureau voudra peut-être envisager la possibilité de renvoyer à la Quatrième Commission, comme cela a été fait lors de sessions précédentes, tous les chapitres du rapport du Comité spécial (A/40/23) qui ont trait à des territoires particuliers. Cela permettrait de nouveau à l'Assemblée générale d'examiner en séance plénière la question de l'application de la Déclaration en général. De plus, le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur le Programme d'activités à entreprendre pour célébrer le ving-cinquième anniversaire de la Déclaration (résolution 39/93, annexe), auquel l'Assemblée générale a souscrit à sa trente-neuvième session (voir par. 5).

/...

38. En ce qui concerne le point 23 du projet d'ordre du jour [Question des îles Falkland (Malvinas)], le Secrétaire général souhaite rappeler au Bureau qu'à sa trente-neuvième session, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les organismes et les particuliers directement concernés par la question seraient entendus en même temps à la Quatrième Commission (voir A/39/PV.3).

39. En ce qui concerne le point 34 du projet d'ordre du jour (Question de Namibie), le Bureau se souviendra qu'à sa trente-neuvième session, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les auditions des organisations intéressées auraient lieu à la Quatrième Commission (voir A/39/PV.3).

40. En ce qui concerne le point 35 du projet d'ordre du jour (Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain), le Secrétaire général souhaite rappeler au Bureau qu'à sa trente-neuvième session, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les représentants de l'Organisation de l'unité africaine et des mouvements de libération nationale reconnus par cette organisation seraient autorisés à participer à l'examen de ce point en séances plénières et que les organisations et les particuliers portant un intérêt particulier à cette question seraient autorisés à se faire entendre par la Commission politique spéciale (voir A/39/PV.3).

41. En ce qui concerne le point 44 du projet d'ordre du jour (Question de Chypre), le Bureau se souviendra qu'à sa trente-septième session 7/, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que, lors de l'examen de la question, elle inviterait la Commission politique spéciale à se réunir afin de donner aux représentants des communautés chypriotes la possibilité de prendre la parole devant la Commission pour exprimer leurs vues, et qu'elle reprendrait ensuite l'examen de la question en tenant compte du rapport de la Commission politique spéciale (voir A/37/PV.116).

42. En ce qui concerne le point 68 du projet d'ordre du jour (Désarmement général et complet), le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur le fait que certaines parties du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/40/576), qui doit être examiné directement en séance plénière au titre du point 14, portent sur la question dont traite le point 68. C'est pourquoi le Bureau voudra peut-être recommander que les paragraphes pertinents de ce rapport soient portés à l'attention de la Première Commission dans le cadre de son examen du point 68.

43. En ce qui concerne le point 84 i) du projet d'ordre du jour (Participation effective et intégration des femmes au développement), le Secrétaire général souhaite rappeler qu'au paragraphe 1 de sa résolution 36/127, l'Assemblée générale a recommandé, à la lumière des paragraphes 80 à 82 du rapport du Groupe de travail

---

7/ Le point n'a pas été examiné aux trente-huitième et trente-neuvième sessions.

sur les aspects sociaux des activités de développement des Nations Unies, que les documents relatifs à l'intégration des femmes au développement soient mis à la disposition de la Troisième Commission au titre du point de l'ordre du jour pertinent.

44. En ce qui concerne le point 89 du projet d'ordre du jour (Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix), le Bureau voudra peut-être recommander à l'Assemblée générale de renvoyer à la Troisième Commission l'examen des rapports du Secrétaire général (A/40/64-E/1985/5 et A/40/631) et du rapport du Comité consultatif pour l'Année internationale de la jeunesse (A/40/256). Compte tenu du paragraphe 2 de la résolution 39/22 de l'Assemblée générale, en date du 23 novembre 1984, dont le texte est le suivant :

"L'Assemblée générale,

...

2. Décide de consacrer en 1985, lors de sa quarantième session, un nombre approprié de ses séances plénières aux politiques et aux programmes intéressant la jeunesse et de désigner ces séances Conférence mondiale des Nations Unies pour l'Année internationale de la jeunesse, conférence qui aurait lieu en conformité avec les procédures et pratiques de l'Assemblée générale;"

le Bureau voudra peut-être recommander à l'Assemblée de tenir ces séances plénières dès qu'elle aura reçu le rapport de la Troisième Commission sur cette question.

45. En ce qui concerne le point 121 du projet d'ordre du jour (Corps commun d'inspection), le Bureau souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée générale, comme il l'avait fait lors des trente-septième à trente-neuvième sessions, de le renvoyer à la Cinquième Commission, étant entendu que les rapports du Corps commun d'inspection traitant de sujets confiés à d'autres grandes commissions, seront également renvoyés à ces dernières.

46. En ce qui concerne le point 142 du projet d'ordre du jour (Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation), le Bureau souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée générale que le document contenant les recommandations faites par les présidents de l'Assemblée au sujet de la rationalisation des procédures de l'Assemblée (voir par. 28) soit mis à la disposition de la Sixième Commission dans le cadre de l'examen du point 142.

47. Sous réserve de modifications que pourrait apporter le Bureau à la lumière des observations figurant aux paragraphes 35 à 46 ci-dessus, la répartition des questions inscrites au projet d'ordre du jour, compte tenu de la pratique suivie les années précédentes, serait la suivante 8/ :

---

8/ Pour les abréviations utilisées dans la répartition des questions, voir la note 1/.

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation zambienne (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2).
3. Pouvoirs des représentants à la quarantième session de l'Assemblée générale (P.3) :
  - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale (P.4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (P.5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (P.6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (P.8).
9. Débat général (P.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
12. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I, II, III (sections F et H), VI (section E), VIII et IX (sections A et B) (P.12)] 9/.

---

9/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après seraient également renvoyés aux Deuxième, Troisième, Quatrième, Cinquième et Sixième Commissions, selon la répartition suivante :

- |    |  |  |
|----|--|--|
| a) | Chapitre I .....   | Deuxième, Troisième, Quatrième, Cinquième et Sixième Commissions |
| b) | Chapitres II, III (section F) et IX (sections A et B)..... | Deuxième et Troisième Commissions                                |
| c) | Chapitre VI (section E).....                               | Deuxième et Quatrième Commissions                                |
| d) | Chapitre VIII.....   | Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions                     |

Voir le paragraphe 36 pour complément d'information.

/...

13. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.14) 10/.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (P.15) :
  - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
  - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
  - c) Election au siège devenu vacant après élection à la Cour internationale de Justice.
16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections (P.16) :
  - a) Election de quinze membres du Conseil du développement industriel 11/;
  - b) Election de dix-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - c) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
  - d) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
  - e) Election des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
  - f) Election de dix-neuf membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international;
  - g) Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.17) 12/ :
  - h) Nomination de membres du Comité consultatif du Fonds des contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme;
  - i) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
  - j) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie;

---

10/ Voir par. 42.

11/ Voir par. 30.

12/ Pour alin. a) à g), voir "Cinquième Commission", point 15.

- k) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 3/;
  - l) Nomination d'un membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 13/.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.18) 14/ :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (P.19).
20. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine : rapport du Secrétaire général (P.20).
21. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix : rapport du Secrétaire général (P.21) 3/.
22. La situation au Kampuchea : rapport du Secrétaire général (P.22).
23. Question des îles Falkland (Malvinas) : rapport du Secrétaire général (P.23) 15/.
24. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique : rapport du Secrétaire général (P.24).
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (P.25).
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général (P.26).
27. Année internationale de la paix : rapport du Secrétaire général (P. 27).
28. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.28).

---

13/ Voir par. 31.

14/ Voir par. 5 et 37.

15/ Voir par. 38.

29. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.29).
30. Situation économique critique en Afrique : rapport du Secrétaire général (P.30).
31. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique : rapport du Secrétaire général (P.31).
32. Question de l'île comorienne de Mayotte : rapport du Secrétaire général (P.32).
33. Question de Palestine (P.33) :
- a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
34. Question de Namibie (P.34) 16/ :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
  - c) Rapports du Secrétaire général.
35. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (P.35) 17/ :
- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
  - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports;
  - c) Rapport du Secrétaire général.
36. Droit de la mer : rapport du Secrétaire général (P.36).
37. Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (P.37).

---

16/ Voir par. 39.

17/ Voir par. 40.

38. La situation au Moyen-Orient : rapports du Secrétaire général (P.38).
39. Célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité préparatoire du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (P.39) 18/.
40. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (P.40).
41. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (P.41) 3/.
42. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (P.42).
43. Célébration du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique (P.43) 3/.
44. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (P.44) 19/.
45. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (P.45) 3/.
46. Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq (P.46) 3/.
47. Célébration du cent cinquantième anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'Empire britannique (P. 47) 3/.

---

18/ Voir par. 15.

19/ Voir par. 41. Voir aussi note 3.

Première Commission

1. Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde (P.48).
2. Application de la résolution 39/51 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) (P.49).
3. Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.50).
4. Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.51).
5. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient : rapport du Secrétaire général (P.52).
6. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud : rapport du Secrétaire général (P.53).
7. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : rapport du Secrétaire général (P.54).
8. Conclusion d'une convention internationale sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.55).
9. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.56).
10. Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique : rapport de la Conférence du désarmement (P.57).
11. Application de la résolution 39/60 de l'Assemblée générale relative à la cessation immédiate et à l'interdiction des essais d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (P.58).
12. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (P.59) :
  - a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
13. Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes : rapport de la Conférence du désarmement (P.60).

14. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (P.61) :
  - a) Campagne mondiale pour le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - b) Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - c) Application de la résolution 39/63 C de l'Assemblée générale relative au gel des armements nucléaires;
  - d) Examen des principes directeurs pour l'élaboration de mesures propres à accroître la confiance;
  - e) Gel des armements nucléaires;
  - f) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement;
  - g) Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
  - h) Désarmement et sécurité internationale : rapport du Secrétaire général.
15. Réduction des budgets militaires (P.62) :
  - a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
16. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : rapport de la Conférence du désarmement (P.63).
17. Armement nucléaire israélien : rapport de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement (P.64).
18. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (P.65) :
  - a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
  - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - d) Conseil consultatif pour les études sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - e) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;

- f) Non-utilisation des armes nucléaires et prévention d'une guerre nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;
  - g) Interdiction de l'arme nucléaire à neutrons : rapport de la Conférence du désarmement
  - h) Prévention d'une guerre nucléaire :
    - i) Rapport de la Conférence du désarmement;
    - ii) Rapport du Secrétaire général;
  - i) Négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires;
  - j) Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Directeur de l'Institut;
  - k) Programme global de désarmement : rapport de la Conférence du désarmement;
  - l) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - m) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire :
    - i) Rapport de la Commission du désarmement;
    - ii) Rapport de la Conférence du désarmement;
  - n) Examen et évaluation de l'application de la Déclaration faisant des années 80 la deuxième Décennie du désarmement : rapport de la Commission du désarmement.
19. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (P.66).
20. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement (P.67).
21. Désarmement général et complet (P.68) 20/ :
- a) Nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol : rapport de la Conférence du désarmement;
  - b) Etude sur la course aux armements navals : rapport du Secrétaire général;
  - c) Etude des conceptions de la sécurité : rapport du Secrétaire général;

---

20/ Voir par. 42.

- d) Etude de la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects : rapport du Secrétaire général;
- e) Etude du désarmement en ce qui concerne les armes classiques : rapport du Secrétaire général;
- f) Recherche-développement à des fins militaires : rapport du Secrétaire général;
- g) Examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement : rapport de la Commission du désarmement;
- h) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armements : rapport de la Conférence du désarmement;
- i) Limitation de la course aux armements navals : limitation et réduction des armements navals et application aux mers et aux océans de mesures propres à accroître la confiance : rapport de la Commission du désarmement;
- j) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques : rapport de la Conférence du désarmement.

22. Relation entre le désarmement et le développement (P.69) :

- a) Réaffectation et conversion des ressources de fins militaires à des fins civiles grâce à des mesures de désarmement;
- b) Relation entre le désarmement et le développement : rapport du Secrétaire général;
- c) Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement : rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.

23. Question de l'Antarctique (P.70).

24. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (P.71).

25. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (P.72) .

- a) Rapport du Conseil de sécurité;
- b) Rapports du Secrétaire général.

26. Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales : rapport du Comité spécial de l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies (P.73).

Commission politique spéciale

1. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (P.74).
2. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés : rapports du Secrétaire général (P.75).
3. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.76) :
  - a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
  - b) Application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Secrétaire général.
4. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (P.77).
5. Questions relatives à l'information (P.78) :
  - a) Rapport du Comité de l'information;
  - b) Rapport du Secrétaire général;
  - c) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
6. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.79) :
  - a) Rapport du Commissaire général;
  - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
  - d) Rapports du Secrétaire général.
7. Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés : rapport du Secrétaire général (P.80).
8. Décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte : rapport du Secrétaire général (P.81).

9. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (P.82).
10. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (P.83).

Deuxième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (P.12) 21/ :
- a) Rapport du Conseil [chapitres I, II, III (sections E à G, J et K), IV, VI, VIII et IX (sections A, B, D et G à K) 22/;
  - b) Rapports du Secrétaire général.

---

21/ Pour l'alinéa c), voir "Troisième Commission", point 1.

22/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séance plénière ou renvoyés à la Troisième, à la Quatrième, à la Cinquième ou à la Sixième Commission, comme suit :

a) Chapitre I.....	Séances plénières et Troisième, Quatrième, Cinquième et Sixième Commissions
b) Chapitres II , III (section F) et IX (sections A et B).....	Séances plénières et Troisième Commission
c) Chapitres IV (section A) et VI (section A).....	Troisième Commission
d) Chapitres IV (sections D et J) et IX (section J).....	Cinquième Commission
e) Chapitres IV (section G) et VI (sections C, D et F).....	Troisième et Cinquième Commissions
f) Chapitre VI (section E).....	Séances plénières et Quatrième Commission
g) Chapitre VIII.....	Séances plénières, Troisième et Cinquième Commissions

Voir le paragraphe 36 pour complément d'information.

/...

2. Développement et coopération économique internationale (P.84) 23/ :
- a) Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport du Comité chargé d'examiner et d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;
  - b) Examen de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats : rapport du Comité spécial chargé d'examiner l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats;
  - c) Commerce et développement :
    - i) Rapport du Conseil du commerce et du développement;
    - ii) Rapports du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
    - iii) Rapports du Secrétaire général;
  - d) Science et technique au service du développement : rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement;
  - e) Coopération économique et technique entre pays en développement :
    - i) Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement;
    - ii) Rapports du Secrétaire général;
  - f) Environnement :
    - i) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
    - ii) Rapport du Secrétaire général;

---

23/ Au titre de ce point, l'Assemblée générale sera également saisie des documents suivants :

- i) Rapport du Secrétaire général établi conformément à la résolution 39/218 de l'Assemblée générale;
- ii) Rapport du Conseil du développement industriel;
- iii) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation.

- g) Etablissements humains :
    - i) Rapport de la Commission des établissements humains;
    - ii) Rapports du Secrétaire général;
  - h) Année internationale du logement des sans-abri : rapport du Secrétaire général;
  - i) Participation effective et intégration des femmes au développement : rapport du Secrétaire général 24/;
  - j) Application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés : rapport du Secrétaire général;
  - k) Nouvel ordre humain international : aspects moraux du développement : rapport du Secrétaire général;
  - l) Tendances à long terme du développement économique : rapport du Secrétaire général;
  - m) Mesures immédiates en faveur des pays en développement : rapport du Secrétaire général;
  - n) Sources d'énergie nouvelles et renouvelables : rapport du Secrétaire général;
  - o) Mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement : rapport du Secrétaire général.
3. Activités opérationnelles pour le développement (P.85) :
- a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
  - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
  - d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
  - e) Activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies : rapports du Secrétaire général;
  - f) Liquidation du Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération d'urgence des Nations Unies et allocation du solde restant : rapport du Secrétaire général.

---

24/ Voir par. 43.

4. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Secrétaire général (P.86).
5. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe : programmes spéciaux d'assistance économique : rapports du Secrétaire général (P.87).

Troisième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (P.12) :
  - a) Rapport du Conseil [chapitres I, II, III (sections A à D, F et I), IV (sections A et G), V, VI (sections A, C, D et F), VII, VIII et IX (sections A à C, E et F)] 25/;
  - b) Rapports du Secrétaire général;
  - c) Rapports du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
2. Application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapports du Secrétaire général (P.88).
3. Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix : rapport du Secrétaire général (P.89) 26/.

---

25/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séance plénière ou renvoyés à la Deuxième, à la Quatrième, à la Cinquième ou à la Sixième Commission comme suit :

- |  |   |
|--|---|
| a) Chapitre I .....  | Séances plénières et<br>Deuxième, Quatrième,<br>Cinquième et Sixième<br>Commissions |
| b) Chapitres II, III (section F) et IX<br>(sections A et B)..... | Séances plénières et<br>Deuxième Commission   |
| c) Chapitres IV (section A) et VI (section A)                    | Deuxième Commission   |
| d) Chapitres IV (section G) et VI (sections C,<br>D et F) .....  | Deuxième et Cinquième<br>Commissions  |
| e) Chapitres V (section A) et VII .....                          | Cinquième Commission  |
| f) Chapitre VIII .....   | Séances plénières et<br>Deuxième et Cinquième<br>Commissions                        |

Voir le paragraphe 36 pour complément d'information.

26/ Voir par. 44.

/...

4. La situation sociale dans le monde (P.90) :
  - a) Situation sociale dans le monde : rapports du Secrétaire général;
  - b) Participation populaire sous ses diverses formes, facteur important de développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme : rapport du Secrétaire général.
5. Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : rapport du Secrétaire général (P.91).
6. Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (P.92) :
  - a) Application du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général;
  - b) Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix;
  - c) Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapports du Secrétaire général;
  - d) Prévention de la prostitution.
7. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (P.93).
8. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (P.94) :
  - a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
  - b) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général;
  - c) Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général.
9. Politiques et programmes relatifs à la jeunesse : rapport du Secrétaire général (P.95).
10. Question du vieillissement : rapport du Secrétaire général (P.96).
11. Application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées : rapport du Secrétaire général (P.97).

12. Prévention du crime et justice pénale (P.98) :
  - a) Rapport du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;
  - b) Application des recommandations du sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants : rapport du Secrétaire général;
  - c) Application des conclusions du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants : rapport du Secrétaire général.
13. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme : rapport du Secrétaire général (P.99).
14. Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (P.100) :
  - a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;
  - b) Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapport du Secrétaire général.
15. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse : rapport du Secrétaire général (P.101).
16. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique (P.102).
17. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (P.103).
18. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (P.104) :
  - a) Rapport du Comité des droits de l'homme;
  - b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général;
  - c) Obligation de présenter des rapports qui incombe aux Etats parties aux conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme : rapport du Secrétaire général.
19. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (P.105) :
  - a) Rapport du Haut Commissaire;
  - b) Assistance aux réfugiés en Afrique : rapport du Secrétaire général.

/...

20. Campagne internationale contre le trafic des drogues : rapports du Secrétaire général (P.106).
21. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales : rapports du Secrétaire général (P.107).
22. Nouvel ordre humanitaire international : rapport du Secrétaire général (P.108).
23. Tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (S.1).

Quatrième Commission

1. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (P.109) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
2. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.110).
3. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (P.111) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
4. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I et VI (section E)] (P.12) 27/.
5. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (P.112).

---

27/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séance plénière ou renvoyés à la Deuxième, à la Troisième, à la Cinquième ou à la Sixième Commission, comme suit :

- |                                  |  |
|----------------------------------|--|
| a) Chapitre I .....              | Séances plénières, et<br>Deuxième, Troisième,<br>Cinquième et Sixième<br>Commissions |
| b) Chapitre VI (Section E) ..... | Séances plénières et<br>Deuxième Commission  |

Voir le paragraphe 36 pour complément d'information.

/...

6. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (P.113).
7. Question du Timor oriental (P.114) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
8. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.18) 28/ :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.

---

28/ Voir par. 37.

Cinquième Commission

1. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (P.115) :
  - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - d) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
  - e) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
  - f) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
  - g) Fonds des Nations Unies pour le développement industriel.
2. Budget-programme de l'exercice biennal 1984-1985 (P.116).
3. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987 (P.117).
4. Planification des programmes (P.118) :
  - a) Rapport du Comité du programme et de la coordination;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
5. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (P.119) :
  - a) Rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
6. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.120) :
  - a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Incidence de l'inflation et de l'instabilité monétaire sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
  - c) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général.

/...

7. Corps commun d'inspection (P.121) 29/  
  - a) Rapports du Corps commun d'inspection;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
8. Plan des conférences : rapport du Comité des conférences (P.122).
9. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (P.123).
10. Questions relatives au personnel (P.124) :  
  - a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
  - b) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés : rapport du Secrétaire général;
  - c) Autres questions relatives au personnel : rapports du Secrétaire général.
11. Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale (P.125).
12. Régime des pensions des Nations Unies : rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (P.126).
13. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (P.127) :  
  - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : rapport du Secrétaire général;
  - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport du Secrétaire général;
  - c) Réexamen des taux applicables aux sommes à rembourser aux gouvernements des Etats qui fournissent des contingents : rapport du Secrétaire général.

---

29/ Voir par. 45.

14. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I, IV (sections D, G et J), V (section A), VI (sections C, D et F), VII, VIII et IX (sections J et L)] (P.12) 30/.
15. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.17) 31/ :
- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
  - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
  - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
  - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
  - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale;
  - g) Nomination de membres et de membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

---

30/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séance plénière ou renvoyés à la Deuxième, à la Troisième, à la Quatrième ou à la Sixième Commission, comme suit :

- a) Chapitre I ..... Séances plénières et Deuxième, Troisième, Quatrième et Sixième Commissions
- b) Chapitres IV (sections D et J) et IX (section J) ..... Deuxième Commission
- c) Chapitres IV (section G) et VI (sections C, D et F) ..... Deuxième et Troisième Commissions
- d) Chapitres V (section A) et VII ..... Troisième Commission
- e) Chapitre VIII ..... Séances plénières et Deuxième et Troisième Commissions

Voir le paragraphe 36 pour complément d'information.

31/ Pour les alinéas h) à l), voir "Séances plénières", point 17.

/...

Sixième Commission

1. Examen du projet d'articles sur les clauses de la nation la plus favorisée : rapport du Secrétaire général (P.128).
2. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (P.129).
3. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Secrétaire général (P.130).
4. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général (P.131).
5. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats : rapport du Secrétaire général (P.132).
6. Règlement pacifique des différends entre Etats (P.133).
7. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général (P.134).
8. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (P.135).
9. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-huitième session (P.136).
10. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires : rapport du Secrétaire général (P.137).
11. Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (P.138).
12. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-septième session (P.139).
13. Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (P.140).
14. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (P.141).

15. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (P.142) 32/.
16. Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (P.143).
17. Projet de règlement intérieur type pour les conférences de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.144).
18. Rapport du Conseil économique et social (chapitre I) (P.12) 33/.

-----

---

32/ Voir par. 46.

33/ Le chapitre I du rapport serait également examiné en séance plénière et renvoyé à la Deuxième, à la Troisième, à la Quatrième et à la Cinquième Commission. Voir le paragraphe 36 pour complément d'information.